

Sujet : [INTERNET] DOSSIER SCL DU MENAGE-à-CATILLON-SUR-SAMBRE

De : "Gilberte WABLE" <gilbertew@free.fr>

Date : 02/12/2020 21:17

Pour : <pref-installations-classees@nord.gouv.fr>

Monsieur le Préfet,

Que la SCL du MENAGE à Catillon-sur-Sambre puisse obtenir l'autorisation d'un agrandissement à 399 vaches m'indigne au plus haut point. Je fais partie de ceux qui vous demandent instamment de répondre par un refus à cette demande d'extension.

Je partage entièrement tous les arguments signalant le non-sens total d'une telle augmentation, tant pour les humains que pour les animaux. Actuellement, nier que l'élevage industriel contribue à la catastrophe sanitaire, écologique, socio-économique en cours, équivaut à vouloir démontrer que la Terre est plate.

Je voudrais toutefois attirer votre attention sur un fait particulièrement grave, car il mine toute confiance dans ce qu'on appelle un Etat de Droit. Si les autorités se mettent en position de protéger les infractions, et donc les favoriser, nous sommes exactement dans une situation de corruption, et la légalité devient alors une notion vide de sens. La ferme en question était en infraction puisque 248 vaches étaient présentes au lieu des 150 autorisées. Non seulement aucune sanction apparemment n'est prévue, mais il suffira d'une autorisation tacite de votre part pour effacer le délit, le régulariser, et mieux encore, accorder toute confiance pour exploiter désormais 399 vaches ! C'est une véritable récompense à la délinquance, un signal très encourageant pour tous ceux qui seraient tentés de faire de même, c'est-à-dire passer en force. Allez-y donc ! les Autorités de l'Etat fermeront les yeux, et même vous permettront d'agrandir, sans prendre la peine de vérifier quel pourra être l'impact de votre agrandissement ! Qui pourra sensément croire qu'il n'y a aucune différence d'impact entre une ferme originellement limitée à 150 vaches, et une autre qui atteint les 399 ? En supposant d'ailleurs que ce nombre de 399 soit respecté... Un tel nombre est fictif, choisi uniquement pour bénéficier du régime d'autorisation simple et rapide. Ce régime a été instauré il y a 4 ans pour que les agriculteurs puissent faire fi, en toute tranquillité, des normes écologiques. Vu qu'il n'y a pas eu précédemment de surveillance sur le nombre de vaches présentes, comment imaginer qu'il n'y aura pas tentation d'en ajouter une, puis plusieurs... et d'avoir ainsi habilement obtenu une autorisation simple et rapide, en lieu et place de dossiers contraignants à fournir ? Le passage en force devient un fonctionnement habituel quand on se sent protégé par les Autorités dites publiques, en réalité captives d'intérêts particuliers qui leur dictent la façon de faire. Leur attention, qui devrait être normalement portée à l'intérêt général de l'ensemble des citoyens, a disparu. C'est très grave, et totalement inacceptable.

Je demande instamment que cette ferme apporte les preuves solides de sa compétence et de sa capacité à respecter les normes en vigueur et la législation. Autrement dit qu'on lui refuse l'autorisation, et qu'on lui impose l'ensemble des études demandées aux installations à partir de 400 bovins.

Gilberte Wable.